

Régies communales. — Acquisition. — Approbation

Un arrêté royal du 19 février 1981 approuve la délibération du 5 décembre 1980, par laquelle le conseil communal d'Auderghem décide d'acquérir un immeuble à démolir, situé chaussée de Wavre, n° 1911, cadastré section B, 89 i, pour le prix de 550 000 francs.

Régies communales**Bilan de départ et budget. — Prorogation de délai**

Un arrêté royal du 19 février 1981 proroge jusqu'au 15 avril 1981 le délai pour statuer sur le bilan de départ au 1er janvier 1981 et sur le budget pour 1981 de la régie foncière de Schaerbeek.

Gemeentebedrijven. — Verwerving. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit, d.d. 19 februari 1981 is goedgekeurd de besissing van de gemeenteraad van Oudergem, d.d. 5 december 1980 strekkende tot verwerving van een te slopen gebouw, gelegen Waversesteenweg 1911, kadastraal bekend sectie B, 89i, voor de prijs van 550 000 francs.

Gemeentebedrijven**Beginbalans en begroting. — Termijnverlenging**

Bij koninklijk besluit d.d. 19 februari 1981 is verlengd tot 15 april 1981 de termijn om uitspraak te doen over de beginbalans per 1 januari 1981 en over de begroting voor 1981 van het bedrijf voor grondbeleid van de gemeente Schaerbeek.

AVIS OFFICIELS**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS**

16 JANVIER 1981. — Circulaire. — Economie d'énergie dans les bâtiments. — Mesures destinées à réduire la consommation d'énergie des installations de chauffage et d'éclairage

- A Messieurs les Ministres;
A Mesdames les Secrétaires d'Etat;
A Messieurs les Secrétaires d'Etat;
A Messieurs les Chefs de Service,

Une fois de plus, je me vois dans l'obligation de vous rappeler l'importance d'une action renouvelée dans la lutte contre le gaspillage d'énergie dans les bâtiments publics.

La crise que nous connaissons depuis 1973 se prolonge et actuellement, toute personne en ressent nettement les conséquences.

Dans ma circulaire du 25 octobre 1979, publiée au *Moniteur belge* du 14 décembre 1979, je vous ai indiqué quelques mesures importantes qui doivent contribuer à réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments. Les mesures se rapportent essentiellement à la gestion rationnelle et économique des installations de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air; en même temps, j'ai attiré votre attention sur les dispositions les plus importantes permettant la réduction de la consommation d'électricité dans les bureaux.

Je souligne à nouveau la nécessité d'une application rigoureuse de ces directives!

En sa séance du 3 juillet 1980, le Comité ministériel de Coordination économique et sociale a approuvé un certain nombre de mesures complémentaires afin de mener une action nouvelle et efficace dans les bâtiments publics.

Il est utile d'examiner ci-dessous les décisions les plus importantes du C.M.C.E.S. et de préciser les modalités d'application essentielles.

1. « A partir de la période de chauffe 1980-1981, la température maximale dans tous les bâtiments publics sera ramenée à 19 °C, à l'exception des bâtiments où une température supérieure se justifie, par exemple dans les institutions pour soins médicaux ou dans les homes pour personnes âgées ou handicapées. »

Il importe de souligner qu'il s'agit ici de la « température de confort » ou de la température résultante sèche (trs). Cette température tient compte de la température d'air sec (ti) et de la température moyennes de toutes les parois environnantes (trm).

Dans les locaux d'habitation et de bureau normaux, l'on peut poser que :

$$trs = \frac{ti + trm}{2}$$

La température de confort trs peut être mesurée à l'aide d'un thermomètre normal dont le réservoir à mercure se trouve au centre d'une boule creuse en métal ayant un diamètre de quelque 10 cm; cette boule métallique est noircie à l'extérieur.

OFFICIËLE BERICHTEN**MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN**

16 JANUARI 1981. — Omzendbrief. — Energiebesparing in de gebouwen. — Maatregelen bestemd om het energieverbruik der verwarmings- en verlichtingsinstallaties te verminderen

- Aan de Heren Ministers;
Aan Mevrouwen Staatssecretarissen;
Aan de Heren Staatssecretarissen;
Aan de Heren Diensthoofden,

Opnieuw zie ik mij genoodzaakt te wijzen op het belang van een vernieuwde actie in de strijd tegen de energievervalsing in de openbare gebouwen.

De crisis die wij doormaken sedert 1973 duurt voort en de gevolgen ervan worden door iedereen nu duidelijk gevoeld.

In mijn omzendbrief van 25 oktober 1979, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1979, heb ik gewezen op een aantal belangrijke maatregelen die moeten bijdragen tot het verminderen van het energieverbruik in de gebouwen. Deze maatregelen hadden hoofdzakelijk betrekking op het rationeel en economisch beheer van de verwarmings-, verlichtings- en klimaatregelingsinstallaties; gelijktijdig werd geweten op de voornaamste schikkingen die het mogelijk maken het elektriciteitsverbruik in de kantoren te verminderen.

Thans bevestig ik nogmaals de noodzakelijkheid deze richtlijnen onverminderd toe te passen!

Tijdens haar vergadering van 3 juli 1980, heeft het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie een aantal bijkomende maatregelen goedgekeurd ten einde in de openbare gebouwen een nieuwe en krachtdadige actie te voeren.

Het is nuttig de voornaamste beslissingen van het M.C.E.S.C. even te overlopen en te wijzen op de voornaamste toepassingsmodaliteiten.

1. « Vanaf het stookseizoen 1980-1981 zal de maximumtemperatuur in alle openbare gebouwen teruggebracht worden tot 19 °C, met uitzondering voor deze gebouwen waar een hogere temperatuur uiteraard verantwoord is, bijvoorbeeld in de instellingen voor gezondheidszorg of de tehuizen voor bejaarden of gehandicapten. »

Het is belangrijk te onderlijnen dat het hier gaat over de « comforttemperatuur » of de droge resulterende temperatuur (trs). Deze temperatuur houdt rekening met de droge luchttemperatuur (ti) en de gemiddelde temperatuur van alle omgevende wanden (trm).

In de normale woon- en kantoorvertrekken mag men stellen dat

$$trs = \frac{ti + trm}{2}$$

Deze comforttemperatuur trs mag gemeten worden met een normale thermometer waarvan het kwikreservoir zich midden een holle metalen bol bevindt met een diameter van ongeveer 10 cm; deze metalen bol is langs buiten zwart gemaakt.

Pour la simplicité, la température de confort est mesurée à 0,75 m au-dessus du plancher et à 1,50 m de distance de la paroi extérieure vitrée.

Les Chefs de Service sont invités à signaler éventuellement au personnel la nécessité de modifier leurs modes de vie (vêtements plus chauds), de sorte que l'adaptation susmentionnée puisse s'effectuer sans subir une perte de confort considérable.

Les dispositions précitées sont d'application à tous les bâtiments publics, ainsi qu'aux bâtiments loués ayant une fonction publique.

Les températures maximales dans les salles de sport, ateliers, locaux sanitaires, couloirs et dégagements, halls et autres locaux inoccupés restent fixées suivant la circulaire du 25 octobre 1979.

Le Service d'Applications physiques et de Contrôle de la Régie des Bâtiments est chargé de la surveillance du respect de cette directive.

2. « Tous les départements prendront les dispositions nécessaires en vue de l'instaturation ou de l'extension de la régulation programmée des installations de chauffage, sous la surveillance et la responsabilité technique de la Régie des Bâtiments, si le département concerné ne dispose pas lui-même d'un service compétent. »

Afin de permettre à la Régie des Bâtiments d'accomplir cette tâche de façon efficace, une section spéciale d'économies d'énergie sera créée au sein du Service d'Applications physiques et de Contrôle de ladite administration.

Ce service prendra les initiatives nécessaires, en collaboration avec les différents responsables des bâtiments publics, pour que :

— dans les bâtiments existants, les possibilités soient examinées en vue de l'extension ou du renouvellement de l'appareillage de réglage initial;

— pour les nouveaux bâtiments, que des systèmes efficaces de programmation et de régulation automatique soient prévus dans les cahiers des charges.

La Régie des Bâtiments veillera à ce que des équipes de contrôle visitent régulièrement les bâtiments publics afin de vérifier les conditions de fonctionnement des installations thermiques et pour examiner avec les services occupants de quelle manière les installations pourront être gérées et/ou adaptées de façon optimale aux exigences d'efficacité et d'économie.

Dans les bâtiments loués, eux aussi, il y a lieu d'examiner l'opportunité de ces travaux d'amélioration et il faut veiller en particulier à ce qu'une distinction nette soit faite entre les frais d'énergie à charge du propriétaire et ceux à charge du preneur.

3. « Au sein de chaque département ou service public, sera créée une cellule où sera désigné un responsable chargé de la mise en exécution concrète des mesures d'économie d'énergie et d'assurer, en la matière, la collaboration avec la Régie des Bâtiments et avec le Service de la Conservation des Energies du Ministère des Affaires économiques. »

Cette directive me semble être d'une importance primordiale. Pendant les années antérieures, la Régie des Bâtiments a trop souvent dû constater que les gestionnaires des bâtiments, nonobstant toute bonne volonté, n'obtiennent que peu de résultats dans leur tentative d'économies d'énergie. Les raisons en sont de nature administrative et technique.

Une action efficace exige que tout département ou service public crée une « cellule d'énergie » restreinte (p. ex. dépendant immédiatement du directeur général) connaissant le fonctionnement des services et appliquant, avec l'autorité voulue, les mesures d'économies d'énergie.

Ces « cellules d'énergie » doivent fonctionner en étroite collaboration avec la Régie des Bâtiments qui mettra à disposition son expérience lors de la composition, de l'organisation et, éventuellement, de la formation de spécialistes en la matière.

4. « Sans préjudice des compétences dévolues en cette matière à d'autres organismes ou services de l'Etat, de la Province ou de la Commune, les installations de chauffage dans les bâtiments publics sont soumises à un contrôle systématique par la Régie des Bâtiments, laquelle est chargée en outre de contrôler si la réduction de température dans les bâtiments publics est bien observée. »

Eenvoudigheidshalve wordt de komforttemperatuur gemeten op 0,75 m boven de vloer en op 1,50 m van de beglaseerde buitenwand.

De Diensthoofden worden verzocht het personeel eventueel te wijzen op de noodzaak de leefgewoonten aan te passen (warmere kleding), zodat hogervermelde aanpassing zonder voelbaar comfortverlies kan verlopen.

Hogervermelde bepalingen zijn van toepassing op alle overheidsgebouwen, alsmede op alle ingehuurde gebouwen met een overheidsfunctie.

De maximale temperaturen in de sportzalen, de werkplaatsen, de sanitaire lokalen, de gangen en cirkulatieruimten, de halls en andere niet bezette lokalen blijven vastgesteld overeenkomstig de omzendbrief van 25 oktober 1979.

De Dienst voor Fysische Toepassingen en Controle van de Regie der Gebouwen wordt belast met het toezicht op de naleving van deze richtlijn.

2. « Alle departementen zullen de nodige schikkingen treffen tot invoering of uitbreiding van de geprogrammeerde regeling van de verwarmingsinstallaties, onder het toezicht en de technische verantwoordelijkheid van de Regie der Gebouwen, indien het betrokken departement niet over een eigen bevoegde dienst beschikt. »

Ten einde de Regie der Gebouwen in de mogelijkheid te stellen deze taak op een efficiënte manier te vervullen wordt er binnen de Dienst voor Fysische Toepassingen en Controle van dit bestuur een bijzondere afdeling voor energiebesparingen opgericht.

Deze dienst zal, in samenwerking met de verschillende verantwoordelijken der overheidsgebouwen, de nodige initiatieven nemen opdat :

— in de bestaande gebouwen, de mogelijkheden worden onderzocht tot uitbreiding of vernieuwing van de oorspronkelijke regelapparatuur;

— voor de nieuwe gebouwen, doeltreffende systemen voor programmering en automatische regeling worden voorgeschreven in de bestekken.

De Regie der Gebouwen voorziet dat gespecialiseerde controleploegen regelmatig de overheidsgebouwen bezoeken ten einde de werkingsvoorwaarden van de thermische installaties na te gaan en samen met de bezettende diensten te onderzoeken op welke wijze de inrichtingen optimaal kunnen beheerd worden en/of aangepast aan de vereisten van doelmatigheid en economie.

Ook in de ingehuurde gebouwen moet de wenselijkheid van dit soort verbeteringswerken worden onderzocht en moet er meer bepaald voor gezorgd worden dat een duidelijk onderscheid kan worden gemaakt tussen de energiekosten ten laste van de eigenaar en deze ten laste van de huurder.

3. « In elk departement of openbare dienst zal een cel opgericht worden waar een verantwoordelijke zal worden aangesteld die instaat voor de concrete toepassing van de energiebesparende maatregelen; hij zal tevens instaan voor de samenwerking met de Regie der Gebouwen en de Dienst voor Energiebehoud van het Ministerie van Economische Zaken. »

Deze richtlijn lijkt me van het grootste belang. Tijdens de voorbije jaren heeft de Regie der Gebouwen al te dikwijls moeten vaststellen dat de beheerders van de gebouwen, niettegenstaande alle goede wil, slechts weinig resultaat bekomen in hun streven naar energiebesparingen. De redenen daarvan zijn van administratieve en technische aard.

Een doeltreffende actie vraagt dat ieder departement of openbare dienst een beperkte « energiecel » opricht (bijvoorbeeld rechtstreeks afhankelijk van de directeur-generaal) die vertrouwd is met de werking van de diensten en die met het nodige gezag de energiebesparingsmaatregelen in praktijk brengt.

Deze « energiecellen » moeten nauw samenwerken met de Regie der Gebouwen, welke haar ervaring ten dienste stelt bij de samenstelling, de organisatie en, eventueel, de opleiding van specialisten.

4. « Onverlet de bevoegdheden terzake van andere staatsdiensten, provincie- of gemeentelijke instanties zal de Regie der Gebouwen een stelselmatige controle uitoefenen op de verwarmingsinstallaties van de openbare gebouwen. De Regie zal eveneens instaan voor het toezicht op de naleving van de temperatuurbeperking in de openbare gebouwen. »

Dans bon nombre de cas, les services occupants des bâtiments publics ne sont pas en état d'apprécier le fonctionnement des installations thermiques; ils ne sont pas non plus toujours en mesure d'intervenir de façon efficace lorsque les installations font défaut.

Afin d'y remédier, j'ai créé au sein du Service d'Applications physiques et de Contrôle (S.A.P.C.) de la Régie des Bâtiments (Résidence Palace, rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles) des équipes de consultants ou de contrôle compétentes pour assister les occupants.

Je prie les Chefs de Service, responsables de la gestion des bâtiments publics, de veiller à ce que ces équipes de contrôle obtiennent sur place les facilités requises. Aussi, elles doivent avoir accès aux locaux et installations techniques et il doit être possible qu'elles puissent vérifier la consommation d'énergie pendant les mois ou les années passées.

Ces techniciens spécialisés procéderont en outre à toutes sortes de mesurages aux installations thermiques pour qu'ils puissent se faire une idée globale de la production, de la répartition et de l'émission de chaleur dans les différents locaux.

Comme conclusion de leurs visites, il sera établi un rapport synthétique résumant toutes sortes d'avis et de remarques; ce rapport sera remis à l'occupant qui pourra ainsi juger de la qualité du travail fourni par son entrepreneur d'entretien et disposera d'une série de directives concrètes permettant de réaliser les économies d'énergie.

J'espère fermement que ces équipes de contrôle seront bien acceptées; l'intention n'est pas de formuler des critiques, mais d'aboutir en commun à une gestion plus économique de notre patrimoine.

Je vous signale que les services de contrôle susmentionnés de la Régie des Bâtiments ne seront pas immédiatement tout à fait opérationnels. Dans cette attente, je vous prie d'assurer au mieux la gestion de vos bâtiments et installations.

Les services existants de la Régie des Bâtiments se tiennent toujours à votre disposition à cet effet.

J'attire enfin votre attention sur le fait que l'intervention de ces services spécialisés de la Régie ne vous dispensent en aucun cas des contrôles légaux existant en la matière.

5. « Tous les départements et services publics sont tenus de réduire de 20 p.c. par rapport à la période de référence 1978-1979 le niveau de leur consommation d'énergie au cours de l'année 1981 sans porter préjudice à l'approvisionnement régulier et efficace des besoins prioritaires. »

Pour la réalisation pratique de cette mesure, les Chefs de Service sont tenus de se baser en particulier sur les directives reprises dans la circulaire du 25 octobre 1979, ainsi que sur la nouvelle réglementation relative à la température maximale dans les bureaux et les classes.

Cette réduction vous semblera peut-être plus réaliste, si l'on tient compte des éléments suivants :

— la période de chauffe 1978-1979 était une période particulièrement sévère (le nombre de degrés-jours 15/15 à Uccle était de 10 p.c. de plus qu'à la normale);

— la réduction de la température résultante sèche de 20 à 19 °C aboutira à des économies importantes, qui dans certains cas s'élèveront à 10 p.c. et plus;

— la programmation bien suivie du fonctionnement des installations de chauffage et de ventilation, tel qu'elle est imposée dans la circulaire précitée, permet de réaliser des économies d'énergie élevées.

Les efforts qui sont demandés pour réduire la consommation d'énergie ne sont certainement pas exagérés et je prie Messieurs les Chefs de Service de prendre toutes mesures nécessaires pour atteindre l'objectif visé.

A cet effet, chaque service public devra établir les statistiques de consommation nécessaires qui pourront être présentées à toute occasion aux équipes de contrôle de la Régie des Bâtiments. Il faudra en particulier examiner la consommation d'énergie par rapport à la période de chauffe 1978-1979.

Chaque personne qui s'intéresse à la réalisation d'économies d'énergie doit d'ailleurs commencer par le mesurage de la consommation énergétique effective, ensuite suivre son évolution et enfin,

In zeer vele gevallen zijn de bezettende diensten der openbare gebouwen niet in staat de werking van de thermische installaties te beoordelen; evenmin zijn ze steeds bij machte om op oordeelkundige wijze in te grijpen wanneer er iets misloopt.

Ten einde hieraan te verhelpen heb ik binnen de Dienst voor Fysische Toepassingen en Controle (D.F.T.K.) van de Regie der Gebouwen (Residence Palace, Wetstraat 155, 1040 Brussel) raadgevende ploegen of controleploegen opgericht die bevoegd zijn om de bezetters bij te staan.

Ik verzoek de diensthoofden, verantwoordelijk voor het beheer der overheidsgebouwen er op toe te zien dat aan deze controleploegen ter plaatse de vereiste faciliteiten worden geboden. Zo moeten zij toegang krijgen tot de lokalen en technische installaties en in de mogelijkheid worden gesteld zich rekenschap te geven van het energieverbruik tijdens de voorbije maanden of jaren.

Deze gespecialiseerde technici voeren bovendien allerlei metingen uit op de thermische installaties zodat ze zich een globaal beeld kunnen vormen van de warmteproductie, de warmteverdeling en de warmteafgifte in de verschillende lokalen.

Als besluit van hun bezoeken wordt een syntheseverslag opgesteld waarin allerlei adviezen en bemerkingen worden samengevat; dit verslag wordt overhandigd aan de bezetter die zo een idee krijgt van de kwaliteit van het werk geleverd door zijn onderhoudsaannemer en bovendien beschikt over een aantal concrete richtlijnen die toelaten energiebesparingen te verwezenlijken.

Ik reken er op dat deze controleploegen positief worden ontvaard; de bedoeling is niet kritiek te leveren doch wel gezamenlijk tot een economischer beheer van ons patrimonium te komen.

Ik wijs er op dat hogervermelde controlediensten van de Regie der Gebouwen, niet onmiddellijk volledig operationeel zijn. In afwachting dat zulks het geval is, wordt u verzocht het beheer van uw gebouwen en installaties naar best vermogen te verzekeren.

De bestaande diensten van de Regie der Gebouwen zullen u hierbij behulpzaam zijn.

Ik vestig tenslotte uw aandacht op het feit dat de tussenkomst van deze gespecialiseerde diensten van de Regie u niet ontslaat van alle bestaande wettelijke controles.

5. « Alle departementen en overheidsdiensten dienen hun energieverbruik in 1981 met 20 % te verminderen, ten overstaan van het verbruik over de referentieperiode 1978-1979, met dien verstande dat een regelmatige en afdoende bevoorrading van de prioritaire behoeften verzekerd zal blijven. »

Voor de praktische uitvoering van deze maatregel moeten de diensthoofden zich in 't bijzonder steunen op de richtlijnen vervat in de omzendbrief van 25 oktober 1979, evenals op de nieuwe reglementering in verband met de maximale temperatuur in de kantoren en klaslokalen.

Deze vermindering zal waarschijnlijk meer realistisch overkomen indien men rekening houdt met volgende elementen :

— het stookseizoen 1978-1979 was een bijzonder streng stookseizoen (zo bedroeg in Ukkel het aantal graad-dagen 15/15, 10 % meer dan normaal);

— het verlagen van de droge resulterende temperatuur van 20 naar 19 °C, zal belangrijke besparingen meebrengen, die in bepaalde gevallen 10 % en meer kunnen bedragen;

— het zorgvuldig programmeren van de werking der verwarmings- en verluchtingsinstallaties, zoals opgelegd in hogervermelde omzendbrief, laat toe aanzienlijke energiebesparingen te verwezenlijken.

De inspanningen die gevraagd worden om het energieverbruik te verminderen zijn zeker niet overdreven en ik verzoek de Heren Diensthoofden dan ook alle nodige maatregelen te treffen om het objectief te bereiken.

Hiertoe zal elke overheidsdienst de nodige verbruiksstatistieken moeten aanleggen die bij elke gelegenheid kunnen getoond worden aan de controleploegen van de Regie der Gebouwen. In 't bijzonder moet het energieverbruik overeenkomstig de stookperiode 1978-1979 worden opgezocht.

Iedereen die zich interesseert aan energiebesparingen moet immers beginnen met het opmeten van het werkelijke energieverbruik, daarna de evolutie hiervan nagaan en tenslotte, door

par des comparaisons successives, déduire quel est le rendement, soit d'une modification apportée au bâtiment ou aux installations, soit d'une gestion plus efficace de l'équipement thermique.

Une pareille procédure suppose que l'on dispose à tout moment des données de base relatives à la consommation, aux stocks constitués, à toutes sortes d'interventions techniques effectuées aux installations et bâtiments, aux modifications d'utilisation ou de gestion, etc.

A l'aide d'un pareil registre de consommation, chaque gestionnaire pourra lui-même déduire certaines conclusions ou se faire assister par un expert de la Régie des Bâtiments.

Le registre de consommation doit être établi d'une façon différente selon la nature du combustible utilisé :

— Pour les produits solides et liquides, généralement fournis par les soins du Bureau central de Fournitures, il est nécessaire que toute livraison caractérisée par la date de livraison et la quantité reçue, soit complétée par le volume du stock au moment de la livraison.

Pour ces combustibles, la consommation énergétique effective correspondante à une certaine période, peut être déduite en appliquant la formule suivante :

consommation = le stock au premier jour de la période concernée + somme des différentes livraisons — le stock au dernier jour de cette période;

— pour les combustibles gazeux, électricité, eau et tous autres dont la consommation est totalisée au moyen de compteurs, des enregistrements périodiques des indices de compteur s'imposent.

Je charge les techniciens responsables de la Régie des Bâtiments du soin de fournir aux services occupants, tous renseignements possibles relatifs à l'application des dites mesures; je leur demande également d'aider à résoudre les problèmes techniques éventuels.

6. « La Régie des Bâtiments est chargée d'établir un cadastre énergétique des bâtiments publics de l'Etat, provinces et communes. »

Ce travail à long terme doit permettre d'aboutir à un contrôle détaillé permanent de la consommation d'énergie, et ce compte tenu des paramètres thermiques et dimensionnels et du mode d'utilisation des bâtiments publics.

Au cours des prochains mois, des techniciens de la Régie des Bâtiments se présenteront dans vos services pour rassembler des données relatives, entre autres :

- à la programmation et au fonctionnement de vos services;
- aux caractéristiques des bâtiments et de l'équipement thermique;
- à la régulation automatique.

Veuillez y apporter votre entière collaboration.

* * *

Les mesures d'économie évoquées ci-avant ne seront bénéfiques que si chacun contribue à leur application.

Bien que la Régie des Bâtiments joue un rôle de coordination et de conseil important dans l'ensemble de l'action menée, l'engagement positif de chaque service séparément reste tout aussi important. Des économies de quelque importance ne deviennent possibles que par l'effort quotidien de tous, utilisateurs, techniciens responsables de l'entretien et de la gestion, chefs de service chargés de l'organisation et du planning du travail.

Il va de soi que toutes suggestions qui pourraient contribuer à réaliser des économies d'énergie seront prises en considération. Celles-ci peuvent être introduites à tout moment auprès des services responsables de la Régie des Bâtiments.

Je ne doute pas que tous les départements et services publics répondront au maximum et positivement à l'appel formulé ci-avant.

Le Ministre des Travaux publics,
J. Chabert.

opeenvolgende vergelijkingen, afleiden welke het rendement is van hetzij een wijziging aangebracht aan het gebouw of aan de installaties, hetzij een meer zorgvuldig beheer van de thermische uitrusting.

Een dergelijke werkwijze veronderstelt dat men op ieder ogenblik beschikt over de basisgegevens aangaande het verbruik, de aangelegde voorraden, allerlei technische ingrepen u' gevoerd op de installaties en gebouwen, wijzigingen in het gebruik of het beheer, enz.

Aan de hand van een dergelijk verbruiksregister kan iedere beheerder zelf bepaalde besluiten afleiden of zich laten bijstaan door een deskundige van de Regie der Gebouwen.

Het verbruiksregister moet op een verschillende wijze worden opgemaakt, al naar gelang de aard van de aangewende brandstof :

— voor de vaste en vloeibare produkten, over 't algemeen geleverd door tussenkomst van het Centraal Bureau voor Benodigdheden, is het noodzakelijk dat elke levering, gekarakteriseerd door een leveringsdatum en een ontvangen hoeveelheid, aangevuld wordt door de grootte van de stock op het ogenblik van deze levering.

Voor deze brandstoffen kan het werkelijk energieverbruik, overeenstemmend met een bepaalde tijdsperiode, afgeleid worden met volgende formule :

verbruik = de stock op de 1e dag van de beschouwde periode + som van de verschillende leveringen — de stock op de laatste dag van deze periode;

— voor de gasvormige brandstoffen, elektriciteit, water en alle andere, waarvoor het verbruik getotaliseerd wordt door middel van tellers, zijn periodieke opnamen van de tellerindexen noodzakelijk.

Aan de verantwoordelijke technici van de Regie der Gebouwen geef ik de opdracht de bezettende diensten alle mogelijke inlichtingen te verstrekken in verband met de toepassing van deze maatregelen. Bovendien verzoek ik hen te helpen bij het oplossen van eventuele technische problemen.

6. « De Regie der Gebouwen krijgt opdracht een energiekadaster op te stellen van de openbare gebouwen van de Staat, provincies en gemeenten. »

Dit werk op lange termijn moet het mogelijk maken te komen tot een doorlopende gedetailleerde controle van het energieverbruik en wel rekening houdend met de thermische en dimensionele parameters en het gebruikspatroon van de overheidsgebouwen.

Tijdens de komende maanden zullen technici van de Regie der Gebouwen zich bij u aanbieden om gegevens te verzamelen betreffende, onder meer :

- de programmatie en werking van uw diensten;
- de karakteristieken van de gebouwen en de thermische uitrusting;
- de automatische regeling.

Gelieve hieraan uw volledige medewerking te verlenen.

* * *

De hogervermelde besparingsmaatregelen zullen enkel succes kennen indien iedereen er zijn steentje toe bijdraagt.

Alhoewel binnen het geheel van de aktie de Regie der Gebouwen een belangrijke koördinerende en adviserende rol speelt, blijft de positieve inzet van iedere dienst afzonderlijk minstens even belangrijk. Besparingen van enige omvang worden slechts mogelijk door de dagelijkse inspanning van allen, de gebruikers, de technici verantwoordelijk voor het onderhoud en het beheer, de diensthoofden belast met de organisatie en planning van het werk.

Het spreekt vanzelf dat alle suggesties die er kunnen toe bijdragen energiebesparingen te verwezenlijken in overheidsgebouwen welkom zijn. Deze kunnen op ieder ogenblik worden gedaan bij de verantwoordelijke diensten van de Regie der Gebouwen.

Ik twijfel er niet aan dat alle departementen en overheidsdiensten deze oproep maximaal en positief zullen beantwoorden.

De Minister van Openbare Werken,
J. Chabert.